

TABLE DES MATIERES

1. Accessibilité des données	3
2. Analyse des données et sélection	5
3. Expériences, solutions et perspectives	7
Séminaire tenu à Varsovie à titre de préparation au Congrès EUROSAI	11
«L'utilisation des technologies de l'information dans le contrôle de l'exécution du budget de l'Etat »	

L'UTILISATION DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION (TI) LORS DU CONTRÔLE DE L'EXÉCUTION DU BUDGET DE L'ETAT

Rapport sur les résultats du séminaire EUROSAI tenu à Varsovie à titre de préparation au Ve Congrès EUROSAI et portant sur « L'utilisation des technologies de l'information lors du contrôle de l'exécution du budget de l'Etat ».

Les 25-27 septembre 2001, s'est tenu à Varsovie un séminaire portant sur « L'usage des technologies informatiques lors du contrôle de l'exécution du budget d'Etat » organisé dans le cadre de la préparation au prochain congrès EUROSAI. Le séminaire a réuni les représentants de trente-trois institutions supérieures de contrôle (ISC) des pays européens. Il est à noter que le séminaire a réuni, en plus, des experts en matière d'utilisation des outils TI lors des contrôles et que vingt délégations étaient dirigées par les chefs des ISC ou leurs adjoints.

La décision du comité directeur d'EUROSAI de consacrer le séminaire à ce sujet précis était motivée par un grand intérêt à l'utilisation des outils IT dans le domaine du contrôle. Actuellement, tous les organes d'audit utilisent des systèmes informatisés dans leur travail quotidien lié à la préparation et à l'organisation de l'audit ainsi que pour l'analyse et le traitement des données obtenues. La popularité des instruments IT est croissante, et dans l'avenir, l'utilisation des matériels et des logiciels adaptés aux besoins de l'audit financier va, sans doute, se propager davantage encore. Or, un rendement maximum de ces outils demande certaines conditions. Lors du séminaire, beaucoup de ces conditions ont été discutées. Durant les préparatifs au séminaire de Varsovie, ses organisateurs ont fait état de l'expérience acquise lors du premier séminaire tenu à Golavice, non loin de Varsovie, en février 2001, par le Comité de formation d'EUROSAI. Les résultats du séminaire de février ont eu une grande importance pour élaborer la conception du séminaire de septembre et pour en déterminer les sujets. Le séminaire a été préparé en grande partie par les membres du groupe de travail composé de représentants des institutions supérieures de contrôle financier de l'Allemagne, de la France, de la Norvège, de la Pologne, du Portugal, de la Russie, de la Slovénie et du Royaume-Uni et il a reçu un soutien actif du président d'EUROSAI. Les membres du groupe ont tenu plusieurs réunions et ont maintenu un contact permanent afin de préparer en détail les interventions et les matériels et pour bien organiser l'événement.

Parmi les matières à discuter il y avait, notamment : accessibilité des données, analyse et sélection des données aux fins d'exercice du contrôle financier, ainsi que l'expérience, les solutions et les perspectives relatives au contrôle de l'exécution du budget de l'Etat avec l'utilisation des TI. Lors des quatre séances de travail du séminaire, ses participants ont entendu et discuté neuf présentations et dix-neuf interventions de la part des délégations nationales. A chaque séance, les intervenants ont évoqué les solutions concrètes et des limitations qu'ils ont rencontrées. Les interventions présentées et les discussions qui ont suivi ont constitué un apport au développement continu en la matière. Les échanges actifs d'expérience quant à l'utilisation des IT lors du contrôle du budget forment une base solide pour en perfectionner les outils qui aident les auditeurs dans leurs missions et contribuent ainsi à augmenter l'efficacité et la qualité de leur travail.

En même temps, les participants au séminaire ont plus d'une fois souligné qu'il convenait de stimuler l'usage, par les auditeurs, des outils TI lors du contrôle qu'ils exercent sur l'exécution du budget d'Etat sans oublier pour autant que les TI ne sont qu'un moyen pour

atteindre le but et non un objectif en soi. Lorsqu'il s'agit des outils TI, il est question non seulement des technologies nouvelles et de la volonté d'être au niveau des nouvelles options, mais, surtout, du savoir-faire pour appliquer rationnellement les connaissances acquises en la matière et pour parvenir aux buts spécifiques et bien définis du contrôle .

1. Accessibilité des données

Lors de la première séance de travail, l'attention principale a été portée sur la question de l'accessibilité des données. Lors de cette séance, sont intervenus des représentants des institutions supérieures de contrôle de la Lituanie, de la Norvège et de la Russie. Le séminaire a pu s'appuyer sur les contributions rédigées par les ISC de la Hongrie, de l'Italie, de Malte et du Portugal. Les présentations et les rapports ainsi que les discussions ont montré que beaucoup de problèmes restent encore à résoudre pour garantir l'accessibilité des données aux organismes d'audit. Les approches de ces problèmes varient selon les pays. L'expérience des différents pays permet non seulement de bénéficier de solutions correctes mais aussi de prendre conscience des problèmes qu'il faudra résoudre.

Lors des présentations individuelles et des discussions ultérieures, les problèmes suivants ont été examinés :

a) solutions juridiques en matière d'accessibilité des données;

Chaque ISC détient des pouvoirs juridiques qui lui assurent l'accès aux données nécessaires pour le contrôle de l'exécution du budget d'Etat. Selon les pays, ce problème est réglé de façon différente (par exemple, la loi sur les ISC en Lituanie comprend une disposition qui garantit l'accès à ces données dans un sous la forme on-line, tandis que l'absence d'une telle disposition dans la législation hongroise est perçue comme un handicap sérieux).

b) différentes approches pour atteindre un même but;

L'accès aux données peut être garanti par le biais d'un accès direct aux bases des données des structures contrôlées [auditées] ou par le biais d'un registre centralisé de données ou des registres individuels. Le système hollandais est le plus développé du point de vue des technologies informatiques. Dans deux ans au maximum, 25% de toutes les opérations concernant les citoyens hollandais seront exécutées par des systèmes électroniques. L'ISC hollandaise recourt largement aux mesures de prévention portant en substance sur le contrôle de régularité des procédures et des instruments utilisés par les institutions budgétaires.

L'approche norvégienne du problème d'accès aux données pour l'ISC est également prometteuse . Dans ce pays, des solutions techniques ont été élaborées pour le transfert des données (en version électronique) à partir des différentes agences

gouvernementales vers un système dénommé TOMAS (Système de transfert et de réception technique). D'après l'ISC norvégienne, le succès de TOMAS est assuré par le respect des conditions suivantes :

- transfert automatique des données à partir de la structure contrôlée vers le serveur de l'ISC; les structures contrôlées doivent avoir accès au réseau extérieur, et le volume des fichiers ne doit pas être excessif;

- les auditeurs doivent avoir un accès facile et unifié aux données financières nécessaires de la structure contrôlée;
- TOMAS augmente l'efficacité du processus de contrôle à condition que l'auditeur puisse effectuer des procédures de contrôle préalables (analyse et sélection statistique des données financières de la structure contrôlée) avant de visiter ladite structure.

TOMAS permet à l'auditeur d'obtenir des données plus fiables parce qu'un accès automatique aux données implique un contrôle plus efficace des données sélectionnées pour l'audit;

- c) problèmes auxquels les auditeurs font face dans leur activité quotidienne;
- d) possibilité d'une législation sur l'accès aux données qui n'aurait pas besoin d'être amendée à la suite des progrès en matière de technologies informatiques;
- e) possibilité d'un accès aux données à toute étape d'activité de la structure contrôlée, et non seulement à l'issue d'un cycle ou d'une période, par exemple, d'une année budgétaire ou d'un projet d'investissement etc.
- f) les problèmes sont liés, pour la plupart, au manque de solutions standardisées en matière de logiciels qui devraient assurer un traitement plus efficace des états financiers et des résultats du contrôle de l'exécution du budget d'Etat;
- g) l'accès aux données confidentielles plus ou moins protégées et les problèmes afférents de sécurité des données ainsi que la coopération entre des établissements tels que le Ministère des finances, le Trésor, la Banque nationale etc.
- h) l'accès gratuit aux données peut être considéré comme normal si on part de l'idée que tous les établissements tenus d'assurer un tel accès sont financés à partir du budget. Pourtant, assurer l'accès aux données constitue une sorte de service, parfois bien onéreux et quelqu'un doit bien en supporter les frais. Les ISC ont adopté des approches différentes pour résoudre ce problème;
- i) les données sont de plus en plus souvent fournies en version électronique; il en résulte que le problème clé devient celui de la formation des auditeurs à l'usage des TI. Il existe, parmi les ISC, des différences de degré de maîtrise des TI par les auditeurs.

Il existe un besoin en stratégies de formation, en manuels et en matériels pédagogiques bien préparés. Il est non moins important que la formation soit dispensée par des personnes expérimentées en matière d'audit et non seulement par des experts informaticiens. En plus, les sessions de formation sur l'usage des outils TI devraient être suivies par les personnes qui ont une bonne maîtrise dans les problèmes des finances publiques. Il importe également de planifier ces cours d'études à l'avance.

- j) problèmes techniques liés à l'infrastructure des TI, à la gestion, au transfert et au traitement des données.

Ces problèmes sont vraiment essentiels. Il faut élaborer, réaliser et appliquer des systèmes adéquats tout en faisant attention aux questions de rentabilité (rapport entre les coûts et les résultats). Les logiciels standardisés permettent un traitement plus efficace des données obtenues à partir des états financiers de chaque structure et, par conséquent, pour un contrôle plus efficace de l'exécution du budget.

Les discussions ont révélé que les questions clés qu'il faut analyser dans le cadre de l'accessibilité des données comprennent notamment :

- un cadre juridique approprié;
- des bases de données exhaustives, fiables et compatibles servant de base aux transactions;
- un accord avec les structures contrôlées quant aux moyens d'accès aux données et à leur transfert;
- l'introduction de mesures adéquates de sécurité et de confidentialité des données auxquelles l'accès est accordé.

Certaines présentations et interventions des participants à la discussion ont signalé que les ISC font face à de nouveaux défis, tels que le « bureau sans papier », la signature électronique et les opérations bancaires et commerciales électroniques.

En outre, les discussions ont permis d'analyser et de faire appuyer par de nombreux participants l'idée de développement d'une « meta-base de données » [meta-data-base] contenant l'information sur l'existence, le format et l' « emplacement » des données concernant le budget d'Etat.

2. Analyse et sélection des données

Les représentants des ISC du Danemark, de l'Allemagne, de la Russie et de la Slovénie ont fait des présentations, lors de la séance consacrée à l'analyse et à la sélection des données. Conformément aux résultats de l'enquête réalisée parmi les membres d'EUROSAI durant la période qui précédait la tenue du séminaire et cités lors des présentations et discussions du séminaire, de 25% à 50% (dans certains cas, jusqu'à 75%) des effectifs des ISC utilisent des ordinateurs personnels (note-books) et autres outils TI dans leur activité professionnelle. Deux tiers de réponses au questionnaire préalable au séminaire indiquent que les auditeurs se servent ou vont commencer à se servir de logiciels spéciaux pour l'analyse et la sélection des données. Néanmoins, il reste encore beaucoup de problèmes à résoudre en matière d'utilisation des TI pour effectuer la sélection.

Les interventions et les discussions ont révélé les domaines sensibles suivants :

- absence de principes établis de traitement des erreurs qui sont commises dès l'étape de sélection;
- nécessité de déterminer la marge d'erreur acceptable;
- nécessité d'élaborer des méthodologies de consolidation des résultats obtenus;
- lors de l'analyse des méthodologies de sélection applicables lors du contrôle, il faut toujours vérifier si les méthodologies retenues permettent d'obtenir les résultats du contrôle aux moindres frais;
- nécessité de relever les erreurs et irrégularités pour éviter des évaluations différentes des résultats identiques obtenus par des auditeurs différents.

Pour assurer une interprétation correcte et uniforme des résultats du contrôle sur la base de l'échantillon, le plan d'audit doit contenir des indications sur les types d'irrégularités susceptibles d'être relevées lors des activités de contrôle. Cela oblige à définir exactement les éventuelles irrégularités et à refléter, dans le plan du contrôle, l'opinion de l'auteur du plan quant à la signification probable des différentes irrégularités sur l'évaluation des activités contrôlées dans leur ensemble. En l'absence de principes bien définis de classification des différents phénomènes en tant qu'irréguliers, les auditeurs peuvent

interpréter ces phénomènes de façon différente. De ce fait, des opinions différentes quant au fonctionnement des structures contrôlées peuvent en résulter. Le problème de définition du caractère des irrégularités peut se révéler cardinal lorsque des méthodes de la sélection statistique des données sont utilisées, puisque les irrégularités détectées dans l'échantillon sont extrapolées vers l'ensemble des données contrôlées et, par conséquent, servent de base pour formuler l'opinion des auditeurs.

Les discussions ont porté sur différentes approches, expériences, expérimentations et niveaux de complexité dans le domaine de l'utilisation des outils TI pour l'analyse des données et la réalisation des sélections. Il a été noté que :

- il y a de nombreux facteurs qui influent sur la méthodologie et le domaine de l'utilisation des outils TI pour analyser les données et pratiquer les sélections par les ISC; ces facteurs comprennent l'environnement juridique des ISC, l'approche générale du contrôle, les exigences en matière d'information établies par le parlement, la nature de la structure contrôlée et les attentes de l'opinion publique;
- il est nécessaire d'établir un cadre pour déterminer la signification des données et pour les analyser; indispensable pour éviter une utilisation inadéquate de l'analyse des données et ne pas compromettre l'efficacité du contrôle;
- il importe de ne pas être en retard sur le progrès dans le développement des concepts et des méthodes liés à l'usage des instruments TI dans l'analyse des données et la pratique de l'échantillonnage, pour assurer que les résultats du contrôle sont significatifs et utiles.

De nombreux problèmes portant sur les sélections à opérer et l'analyse des données ont été soulevés dans la présentation de la Cour d'Audit de la Slovaquie. L'expérience de cette Cour montre que, bien souvent, les problèmes liés à la planification et à la réalisation des contrôles et des évaluations des structures contrôlées sont les plus difficiles, tandis que les problèmes de soutien du côté des TI dans le sens large du terme se révèlent être plus faciles à gérer.

La présentation sus-mentionnée comportait notamment, parmi d'autres, les conclusions suivantes fondées sur les méthodologies d'utilisation de l'analyse des données lors du contrôle de l'exécution du budget de l'Etat :

- les auditeurs doivent avoir une connaissance et une compréhension approfondies des données utilisées lors de l'échantillonnage et de l'analyse
- il est nécessaire d'élaborer des définitions correctes et compréhensibles des erreurs afin d'assurer des résultats corrects des contrôles basés sur la sélection des données
- il importe d'élaborer une méthodologie logique et cohérente pour mesurer les erreurs détectées afin de pouvoir procéder à des extrapolations correctes.

Les ISC se distinguent les unes des autres par le niveau d'utilisation des méthodes statistiques, y compris les sélections statistiques. 2/3 des ISC ayant répondu au questionnaire qui leur était expédié avant le séminaire utilisent, à cette fin, un logiciel spécial.

3. Expérimentations, solutions, perspectives

La troisième séance a été consacrée surtout aux méthodologies concrètes utilisées par les différents ISC pour appliquer les outils TI au contrôle financier. Lors de cette séance, les présentations ont été faites par les représentants des ISC de la Finlande, des Pays-Bas et du Royaume-Uni. Ils ont prêté une attention particulière aux questions générales, aux modèles et types de solutions ainsi qu'aux problèmes généraux dans l'application des technologies informatiques lors du contrôle de l'exécution du budget. Il a été rappelé que les outils TI constituent un moyen pour atteindre le but, et non un objectif en soi. Cela signifie que les buts du contrôle doivent toujours être très précis et bien définis. Lors des expérimentations avec l'utilisation de CAATS et/ou autres outils de technologies informatiques il faut tenir compte de la nécessité d'élaborer et de choisir des outils appropriés. Le progrès technologique et scientifique implique le développement des méthodes de contrôle. Il s'agit de savoir comment faire pour utiliser de façon efficace les nouveaux progrès afin de réaliser les objectifs du contrôle en général et du contrôle de l'exécution du budget, en particulier.

Dans la présentation des solutions retenues par l'ISC de Finlande, il a été souligné que chaque équipe comprenait une personne responsable pour l'ACL (équipement en technologies informatiques) qui consacre près de 30%-50% de son temps de travail pour apporter une assistance technique aux autres auditeurs. Il a été souligné en même temps que cette assistance ne signifiait pas une substitution dans la tâche de l'audit mais seulement une assistance pour résoudre des problèmes techniques précis. En outre, un matériel pédagogique élaboré par l'Office de l'Audit d'Etat finlandais contient des principes et des instructions techniques pour utiliser les outils TI à chaque étape du contrôle.

Un rapport intéressant a été présenté par l'Office National d'Audit du Royaume-Uni. Il a réalisé une évaluation approfondie de ses méthodologies de contrôle en vue de dégager les méthodes d'audit financier les plus efficaces. Cette évaluation comportait également une analyse comparée des nouvelles méthodes introduites pour usage dans certaines sociétés comptables privées ainsi que l'analyse de tous les facteurs pouvant influencer l'exercice du contrôle. Il en a résulté une nouvelle approche en matière d'audit financier dénommée « Audit 21 ». Parmi certains de ses aspects majeurs on peut citer :

- compréhension de l'activité – obtention de connaissances larges relatives à toutes les questions clés ayant trait à l'exercice du contrôle;
- contrôle fondé sur l'analyse des systèmes – permettant à l'auditeur de saisir les principaux domaines où les risques sont possibles, c'est-à-dire les domaines où l'éventualité d'erreurs dans les écritures est la plus grande, pour y concentrer ses efforts;
- appui sur les contrôles internes – il est nécessaire de s'appuyer chaque fois que possible sur les contrôles internes afin de réduire au minimum le volume du travail technique détaillé;
- procédures appropriées de contrôle – pour les domaines qui demandent un travail détaillé de la part de l'auditeur, il faut encourager les auditeurs à choisir des procédures de contrôle appropriées parmi l'éventail des procédures possibles, plutôt que de se borner à l'approche correspondant au contrôle sur échantillon;
- priorité à la « valeur ajoutée » - permettant d'apporter davantage de conseils aux structures contrôlées.

La présentation comprenait une description détaillée de la nouvelle approche de l'audit et des technologies nécessaires. Elle mettait également en valeur les avantages de l'utilisation de l'« Audit 21 ». Parmi ceux-ci étaient cités :

- meilleure conformité aux standards de l'audit;
- meilleure gestion du travail des auditeurs;
- évaluation du personnel;
- meilleure efficacité.

Le développement continu des technologies informatiques impliquera un travail plus efficace et utile à l'avenir; toutefois, cela demandera des investissements importants dans le matériel et le logiciel.

Il faudra faire des investissements importants dans les ressources humaines, surtout dans la formation continue à toutes les étapes de la gestion. Le respect de ces conditions préliminaires revêt une importance capitale pour appliquer avec succès les outils TI aux fins du contrôle de l'exécution du budget.

Les outils TI sont déjà utilisés pour l'ensemble de l'audit financier ainsi que pour des contrôles ciblés. Le développement de ces outils ouvre plus de possibilités pour élargir le champ du contrôle exercé tout en procédant à des tests ponctuels directs ce qui aurait été impossible par le passé avec les méthodes traditionnelles de contrôle, puisque les outils TI permettent de vérifier des volumes considérables d'opérations – jusqu'à 100% - qui concernent, par exemple, des transactions financières, tandis que les méthodes traditionnelles ne permettaient d'en vérifier qu'une petite partie. La fiabilité des contrôles s'en trouve également accrue. En plus, il devient possible, dans certains cas, de vérifier toute la population, la sélection devenant donc inutile. Dans les cas où la sélection s'impose, les données sont prises intentionnellement dans les domaines à haut risque. Grâce à CAAT, on peut réduire la durée du contrôle tout en augmentant son champ, puisque toutes les opérations (par exemple, analyse, sélection des échantillons représentatifs de données) seront faites relativement vite après l'introduction de requêtes appropriées. Ainsi, les outils TI permettent à la fois d'élargir le champ du contrôle de l'exécution du budget et de l'approfondir.

Un autre exemple d'application des outils TI a trait à l'élaboration de critères d'une évaluation mesurable. Une analyse « par lot » [Data Envelop Analysis] de données permet d'évaluer les raisons pour lesquelles certaines structures contrôlées atteignent de meilleurs résultats par rapport à d'autres. Par conséquent, cet outil peut être utilisé pour l'analyse de l'efficacité et de la performance. Il aide à déterminer les modèles des meilleures pratiques et d'évaluer :

- si la structure contrôlée fonctionne de façon économe;
- si sa dimension est adéquate;
- si elle est performante;
- si elle fonctionne efficacement.

Un grand intérêt a également été manifesté pour l'expérience des ISC qui utilisent des systèmes informatiques intégrés pour obtenir des informations relatives au contrôle de l'exécution du budget d'Etat . Ces systèmes permettent notamment :

- de dégager des tendances dans la partie *recettes* et la partie *dépenses* du budget;
- d'évaluer le potentiel d'utilisation des ressources;
- d'établir les rythmes de remboursement des dettes;
- de comparer les variables les plus caractéristiques du budget (dépenses pour la politique sociale, l'éducation et la culture, les infrastructures, la protection de l'environnement, la défense etc.)

Une combinaison de ces indices est à la base des évaluations de gestion des ressources budgétaires formulées par les ISC dans leurs rapports annuels au Parlement.

Les ISC utilisent des logiciels tels que Excel, Access, SAP, SPSS ou des logiciels permettant d'établir rédiger les documents et de gérer leur circulation. Ces outils TI sont utilisés pour réaliser un contrôle ou pour enregistrer la procédure et les résultats d'un contrôle.

Les systèmes d'appui à la gestion des contrôles constituent un autre domaine afférent. Dans la plupart des pays, le contrôle de l'exécution du budget national doit être réalisé dans des laps de temps assez brefs, le parlement désirant d'obtenir les conclusions de l'ISC sur l'exécution du budget presque tout de suite après la clôture d'un exercice. La planification des nombreux contrôles, la coordination et la surveillance de ces contrôles, le transfert des données et des résultats des contrôles opérés vers le seul département qui gère les contrôles, ainsi que la rédaction du rapport final, tout cela demande le soutien par des TI. Il n'existe pas de systèmes informatiques universels, donc chaque ISC élabore son propre soutien informatique.

Il faut également souligner que l'utilisation des outils TI par les ISC dépend dans une grande mesure de la question de savoir ce qui est visé par leur activité d'audit ainsi que des procédures et des destinataires des audits. Cela explique l'absence d'un modèle unique qui, en plus, n'est pas réaliste.

Tous les documents parvenant de la part des ISC nationaux ont été traduits en anglais et diffusés sur support-papier parmi les participants au séminaire. En outre, grâce à l'ISC du Portugal, tous les documents du séminaire (présentations, interventions, rapports nationaux) vont paraître sur un CD et à la page Web EUROSAI. Sur cette page, on peut d'ores et déjà prendre connaissance de tous les matériels pédagogiques du séminaire de Golavice tenu en février 2001.

La séance plénière a adopté les conclusions qui doivent être considérées comme le bilan des travaux du séminaire organisé dans le cadre de la préparation du Congrès et, en tant que tel, présentées pour la discussion et approbation du Congrès (cf. document joint).

SÉMINAIRE TENU À VARSOVIE DANS LE CADRE DE LA PRÉPARATION DU CONGRÈS EUROSAI

« Utilisation des technologies informatiques dans le contrôle de l'exécution du budget d'Etat »

Résultats et conclusions

Les 25-27 septembre 2001, s'est tenu à Varsovie un Séminaire « Contrôle de l'exécution du budget d'Etat avec l'utilisation des outils TI », organisé dans le cadre de la préparation du Congrès EUROSAI. Il a réuni les représentants de 32 organes suprêmes de contrôle financier et de la Chambre de Contrôle et des Comptes de Moscou. Lors des quatre séances de travail du séminaire, ont été examinés les problèmes de l'accès aux données, de l'analyse des données et de l'échantillonnage, ainsi que des expérimentations futures en matière de contrôle de l'exécution du budget d'Etat avec utilisation des outils informatiques. Au total, 9 présentations et 19 contributions écrites ont été discutées par les participants au séminaire

La question de l'utilisation des outils TI ne renvoie pas seulement à la technologie et à la capacité de se maintenir au niveau de toutes les innovations en la matière, mais, surtout, à une bonne utilisation des acquis dans ce domaine pour réaliser les objectifs clairement identifiés du contrôle. Ils doivent conférer une valeur complémentaire au processus de contrôle ainsi que répondre au besoin d'être au niveau des innovations et de choisir les instruments appropriés.

Lors du séminaire de Varsovie (septembre 2001) tenu dans le cadre de la préparation du Congrès, les ISC ont décidé d'adopter, en se fondant sur les résultats des travaux du Séminaire, les constats et conclusions suivantes :

En ce qui concerne l'accès aux données

1. Dans chaque pays, il existe des pouvoirs juridiques permettant l'accès aux données nécessaires pour le contrôle de l'exécution du budget d'Etat. Or, le caractère et les types de cet accès peuvent différer. Lorsque les organes suprêmes de contrôle se heurtent à des obstacles, ils devraient prendre les mesures appropriées que prévoit leur mandat, pour garantir un plein accès aux données afin de réaliser leur mission.
2. Un accès gratuit aux données peut être considéré comme normal dès lors que tous les établissements tenus d'assurer un tel accès sont financés à partir du budget. Pourtant, assurer l'accès aux données constitue une sorte de service, parfois bien onéreux et quelqu'un doit bien en supporter les frais. Des solutions diverses sont adoptées en la matière.
3. Les données en question sont de plus en plus souvent fournies en version électronique (numérique). Par conséquent, la formation des auditeurs à l'utilisation des TI devient une question fondamentale. En matière de maîtrise des technologies informatiques par leurs auditeurs, les ISC se trouvent à des niveaux différents. Des stratégies de formation, des moyens et des supports adaptés sont indispensables

4. Des logiciels standardisés permettent de réaliser un traitement plus efficace des données relatives aux flux financiers précis et, par conséquent, un contrôle plus efficace de l'exécution du budget d'Etat.
5. Les problèmes techniques relatifs à l'infrastructure des TI et à la gestion, le transfert et le traitement des données, sont particulièrement importants. Ici, il est nécessaire d'élaborer, de réaliser et de gérer des solutions appropriées, les problèmes du coût et de l'efficacité ne pouvant pas être ignorés.
6. Pour ce qui est de l'évaluation des données, il faut résoudre les problèmes suivants:
 - a) Un cadre juridique approprié;
 - b) Des bases de données exhaustives, fiables et compatibles servant de base aux opérations;
 - c) Un accord avec les structures contrôlées quant aux moyens d'accès aux données et à leur transfert;
 - d) L'introduction de mesures adéquates de sécurité et de confidentialité des données auxquelles l'accès est accordé.

En ce qui concerne l'analyse des données et de l'exécution des sélections

1. Les ISC représentées au Séminaire ont reconnu l'existence de différentes approches applicables, expériences, expérimentations et niveaux de progression en matière d'utilisation des outils TI pour l'analyse des données et pour l'échantillonnage.
2. Il existe de nombreux facteurs qui influencent la nature et le degré de l'utilisation des outils TI par les ISC pour l'analyse des données et l'échantillonnage, parmi lesquels il faut signaler l'environnement juridique et la philosophie du contrôle adoptée par telle ISC, les exigences du Parlement vis-à-vis des informations qui lui sont présentées, ainsi que les besoins de la structure contrôlée et de l'opinion publique.
3. La nécessité d'un cadre permettant d'assurer la fiabilité des données et celle de leur analyse a été confirmée. C'est tout à fait nécessaire pour éviter une analyse inadéquate des données ainsi que des actions inefficaces.
4. L'élaboration d'outils TI pour l'analyse et l'échantillonnage doit s'accompagner de l'élaboration de conceptions et de méthodologies permettant d'assurer la pertinence et l'utilité des résultats du contrôle.

En ce qui concerne les expérimentations, solutions et perspectives

1. Il est vital de créer un milieu approprié pour une utilisation performante et efficace des outils TI disponibles. Cela implique de dégager des solutions appropriées quant à l'accès aux données, l'introduction de technologies appropriées ainsi que le recrutement et la formation des auditeurs.
2. En ce qui concerne l'introduction des technologies appropriées, les questions à résoudre pourraient être résumées de façon suivante. Il faut :

- a) bien comprendre la structure des bases informatisées des données sujettes au contrôle;
 - b) déterminer la nature des vérifications recherchées;
 - c) choisir les meilleures solutions compte tenu des problèmes à résoudre;
 - d) opérer un choix optimum entre les progiciels et les programmes « sur mesure »;
 - e) déterminer à quel degré les CAAT doivent être utilisés par les informaticiens ou les auditeurs à formation générale.
3. En ce qui concerne le recrutement et la formation des auditeurs, les solutions à rechercher doivent tenir compte des facteurs suivants:
- a) La complexité de l'environnement des TI;
 - b) L'étendue et la complexité des tâches du contrôle informatisé qu'il faut accomplir;
 - c) Le savoir-faire informatique des effectifs disponibles;
 - d) La nécessité d'assurer les formations requises dans un délai raisonnable;
 - e) L'opportunité de recruter des experts informaticiens et/ou d'externaliser les tâches de contrôle informatisé.

L'évolution continue des technologies informatiques va élargir, à l'avenir, les possibilités d'adopter des actions plus performantes et efficaces, mais elle exigera également de poursuivre des investissements considérables dans les matériels et les logiciels.

D'importants investissements en ressources humaines sont également nécessaires, notamment, à travers une formation continue appropriée, avec une forte implication des décideurs à tous les échelons. Le respect de ces conditions sera crucial pour le succès de l'utilisation des outils TI dans le contrôle de l'exécution du budget de l'Etat.